

Brochure n° 3002

**Convention collective nationale**

**BÂTIMENT**

IDCC : 2609. – **ETAM**

---

**ACCORD DU 16 DÉCEMBRE 2009**  
**RELATIF AUX SALAIRES AU 1<sup>ER</sup> MARS 2010**  
**(PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR)**

NOR : *ASET1050280M*

IDCC : *2609*

---

Entre :

La fédération régionale du bâtiment Provence - Alpes - Côte d'Azur ;  
L'union régionale CAPEB Provence - Alpes - Côte d'Azur ;  
La fédération Provence - Alpes - Côte d'Azur - Corse SCOP BTP,

D'une part, et

L'union régionale bâtiment travaux publics CFE-CGC ;  
La section régionale Provence - Alpes - Côte d'Azur du bâtiment et des  
travaux publics FO ;  
L'union régionale construction et bois PACA CFDT ;  
L'union régionale BATIMAT-TP PACA CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application du titre III de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 5 juin 2007, et de l'accord collectif national du 26 septembre 2007 relatif à la classification des emplois des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont trouvé un accord sur le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur.

Pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur est fixé comme suit à compter du 1<sup>er</sup> mars 2010 :

*(En euros.)*

NIVEAU	SALAIRE
A	1 375
B	1 480
C	1 580
D	1 765
E	1 870
F	2 180
G	2 395
H	2 640

En application de l'article 2 de l'avenant n° 2 du 26 septembre 2007 à la convention collective nationale des ETAM du bâtiment du 12 juillet 2006, le salaire minimum conventionnel correspondant à la qualification de l'ETAM ayant conclu une convention de forfait en jours est majoré de 15 %.

## **Article 2**

Conformément aux articles L. 2231-6 et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs à Paris 15<sup>e</sup>, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Marseille.

## **Article 3**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.

Fait à Marseille, le 16 décembre 2009.

*(Suivent les signatures.)*